



Audit de la péréquation financière entre la Confédération et les cantons

Résultats des audits effectués en 2016
auprès des offices cantonaux

Rapport pour le groupe d'assurance qualité RPT, avec les décisions prises lors
de la séance du 19 avril 2016



Table des matières

1	Mission et déroulement de l'audit	3
1.1	Contexte	3
1.2	Objectif et questions d'audit	3
1.3	Etendue de l'audit et principes	3
1.4	Documentation et renseignements fournis	5
2	Livraison par les cantons des données pour la péréquation des ressources	5
2.1	Généraliser l'annonce individuelle des données pour tous les indicateurs	5
2.2	Assurance qualité et programmes d'extraction des données RPT	6
2.3	Traitement des constatations du CDF	7
2.4	Erreurs systématiques	8
2.5	Erreurs non systématiques	10
2.6	Divergences d'interprétation des directives	12
2.7	Autres constats	12
	Annexe 1: Bases légales	14
	Annexe 2: Abréviations, glossaire	15

1 Mission et déroulement de l'audit

1.1 Contexte

Le Contrôle fédéral des finances (CDF) effectue chaque année un examen des données fournies par les administrations cantonales des impôts (ACI) pour la péréquation des ressources ainsi que des données fournies par l'Office fédéral de la statistique (OFS) pour la compensation des charges¹. Des audits sont également réalisés auprès des offices fédéraux du Département fédéral des finances (DFF) chargés de recueillir et de traiter ces données, à savoir l'Administration fédérale des contributions (AFC) et l'Administration fédérale des finances (AFF).

1.2 Objectif et questions d'audit

L'audit a pour but d'évaluer si les prescriptions légales relatives au calcul et au paiement de la péréquation financière ont été respectées sur les plans de la légalité et de la régularité (exhaustivité, exactitude, traçabilité).

Les vérifications du CDF ont porté à ce stade sur les données fiscales fournies par les cantons pour la péréquation des ressources (collecte et remise à l'AFC²).

1.3 Etendue de l'audit et principes

Le CDF a poursuivi en 2016 l'application de son approche d'audit menée auprès des cantons lors de la précédente période quadriennale (2012-2015).

1.3.1 Contrôles des données RPT auprès des cantons

Le CDF planifie ses contrôles dans les cantons selon un principe de rotation visant à garantir que chaque canton soit contrôlé au moins une fois lors de chaque période quadriennale. Des contrôles complémentaires peuvent être effectués en fonction de circonstances particulières. Les cantons sélectionnés sont informés en automne de l'année précédant l'audit. Le tableau ci-dessous présente le plan de rotation des cantons audités au cours de la période quadriennale actuelle (2016-2019).

¹ Art. 6 al. 1 let. j LCF: [Le CDF a notamment pour tâche] «d'examiner le calcul de la péréquation des ressources et de la compensation des charges au sens de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la péréquation financière et la compensation des charges et les données fournies à cet effet par les cantons et les services fédéraux concernés;»

² Par souci de simplification pour la lecture du présent rapport, la collecte et remise des données RPT est mentionnée sous l'appellation « annonce RPT ».



Année de l'audit	2016	2017	2018	2019
Cantons	BS FR GR JU LU SO TG	sera décidé et communiqué en automne 2016	sera décidé et communiqué en automne 2017	sera décidé et communiqué en automne 2018
Année fiscale	2013	2014	2015	2016

Tableau 1: Plan de rotation des cantons audités lors de la période quadriennale 2016-2019 ; source: CDF.

Lors de l'audit dans un canton, le CDF analyse les mesures d'assurance qualité adoptées par le canton concernant la gestion des programmes d'extraction des données RPT et les processus d'extraction pour l'annonce RPT. Il considère également, le cas échéant, les contrôles effectués par le contrôle cantonal des finances (CCF) auprès de l'ACI dans le domaine RPT. Il recense les mesures prises par le canton pour corriger les erreurs constatées lors des audits précédents.

Le CDF définit un choix d'indicateurs par canton sur la base d'une évaluation des risques. Pour chaque indicateur sélectionné, il procède d'abord à des contrôles de plausibilité des données annoncées, afin de vérifier de manière globale leur cohérence (par ex. comparaison des données de l'année sous revue avec celles de l'année précédente, ou comparaison des données livrées à l'AFC avec des extractions spécifiquement demandées par le CDF). Le CDF procède ensuite à des contrôles détaillés par sondages, qui visent à vérifier l'exactitude des données annoncées pour certains contribuables (par ex. en remontant aux dossiers de taxation, ou en demandant des listes de cas selon des critères particuliers). La détermination de ces échantillons repose sur le principe de l'importance relative ainsi que sur des considérations liées aux risques d'erreur. Il ne s'agit donc pas dans tous les cas d'échantillons représentatifs d'un point de vue statistique. Les contrôles opérés en 2016 portent sur l'année fiscale 2013. S'il décèle des erreurs, le CDF étend, au besoin, ses contrôles aux deux années fiscales précédentes (2011 et 2012).

Du 15 mars au 6 avril 2016, deux équipes d'auditeurs ont procédé parallèlement aux contrôles auprès des ACI. Les équipes étaient composées de Patrick Wegmann, auditeur financier et responsable de révision (BS, FR, GR, JU), Daniel Hasler, auditeur financier (BS, GR, LU, SO), Markus Künzler, auditeur informatique (BS, GR, JU), Stéphane Kury, auditeur informatique (FR, SO, TG) et Jean-Marc Stucki, auditeur financier (LU, SO, TG). Jean-Marc Blanchard, responsable de mandat pour le DFF, a supervisé la révision.

Les indicateurs de la péréquation des ressources sont le revenu des personnes physiques (RPP), le revenu des personnes physiques imposées à la source (RPPS), la fortune des personnes physiques (FPP), le bénéfice des personnes morales (BPM) ainsi que les répartitions fiscales de l'impôt fédéral direct. Le tableau ci-dessous présente quels indicateurs ont été audités dans les cantons en 2016.

Canton	BS	FR	GR	JU	LU	SO	TG
Indicateur							
RPP		X		X	X	X	
RPPS	X	X	X	X			X
FPP		X		X	X	X	
BPM	X		X		X	X	X
Répartition							

Tableau 2: Indicateurs de la péréquation des ressources audités par canton en 2016 ; source: CDF.

Les constats tirés des audits menés par le CDF dans les cantons sont résumés au chapitre 2. Les ACI ont la possibilité de prendre position sur ces constats. Ces avis sont communiqués au Groupe technique chargé de l'assurance qualité (GT AQ RPT).

1.4 Documentation et renseignements fournis

Les informations et la documentation requises, de même que l'infrastructure souhaitée, ont été mises à disposition du CDF sans restriction. Le CDF remercie l'ensemble des personnes impliquées dans cet audit pour leur disponibilité et leur bonne collaboration.

2 Livraison par les cantons des données pour la péréquation des ressources

La démarche d'audit du CDF auprès des cantons est décrite au chapitre 1.3.1. Les administrations fiscales cantonales ne sont pas l'objet en soi de l'audit du CDF. Cependant, dans le cadre de son évaluation des risques, le CDF s'appuie sur une analyse des procédures d'assurance qualité et des programmes d'extraction des données RPT mis en place dans les cantons audités.

2.1 Généraliser l'annonce individuelle des données pour tous les indicateurs

L'annonce des données RPT par indicateur du potentiel de ressources s'effectue selon les instructions du DFF³. Cette annonce se fait par cas individuels⁴ pour les indicateurs RPP et BPM, et de manière groupée⁵ pour les indicateurs RPPS et FPP (voir tableau 3 ci-dessous). Le CDF est d'avis qu'une annonce systématique par cas individuels serait de nature à améliorer la qualité des données. Cela permettrait notamment des contrôles croisés systématiques entre les divers indicateurs. Actuellement, dans ses audits, le CDF exige déjà des données par cas individuels pour les indicateurs RPPS et FPP. Or ces données ne concordent pas toujours avec celles annoncées à l'AFC. Cette

³ Instructions du DFF du 19 décembre 2008 basées sur l'art. 22 de l'ordonnance du 7 novembre 2007 sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC) concernant la collecte et la remise des données nécessaires par les cantons.

⁴ Une annonce par sujet fiscal et par événement fiscal durant l'année fiscale.

⁵ RPPS: nombre de personnes et revenu par catégorie d'impôt à la source ; FPP: nombre de personnes et fortune nette par classe de fortune.



situation rend les comparaisons plus difficiles et nécessite des procédures de réconciliation complémentaires.

Type d'annonce	Individuelle	Groupée
Indicateur		
RPP	X	
FPP		X
RPPS		X
BPM	X	

Tableau 3: Type d'annonce par indicateur du potentiel de ressources RPT ; source: CDF.

2.2 Assurance qualité et programmes d'extraction des données RPT

2.2.1 Contrôles de plausibilité complétés par des contrôles de cas individuels

Les résultats des évaluations de l'assurance qualité dans les cantons audités sont jugés bons. De manière générale, les cantons disposent de procédures de contrôle qualité dûment décrites et formalisées, qu'ils appliquent et documentent. Les contrôles consistent en des vérifications de plausibilité des données RPT et des contrôles de cas individuels. L'étendue et l'intensité des contrôles, de même que leur documentation, varient toutefois significativement entre les cantons et les indicateurs.

Les contrôles de plausibilité permettent la mise en évidence d'incohérences au niveau des données prises dans leur ensemble. Ainsi, les contrôles de plausibilité effectués par le CDF en confrontant les extractions exécutées spécifiquement pour lui avec les données livrées à l'AFC ont permis de mettre en lumière des erreurs de classement entre les différentes catégories dans les annonces RPT⁶. Les résultats de ces contrôles de plausibilité permettent d'orienter les contrôles de cas individuels par échantillonnage. Ainsi, l'efficacité des mesures d'assurance qualité est optimale si les contrôles de plausibilité sont complétés systématiquement par des contrôles circonstanciés de cas individuels.

2.2.2 La documentation des scénarios de tests pourrait être renforcée

La gestion des systèmes informatiques de taxation et des programmes d'extraction des données RPT est un pilier essentiel de la qualité des données RPT. La cartographie des systèmes informatiques utilisés par les administrations cantonales pour la taxation fiscale est très hétérogène. Il peut s'agir de systèmes développés par des sociétés externes pour plusieurs cantons (par ex. NEST) ou de développements à l'interne propres à un canton. Un canton peut utiliser différents systèmes de taxation (par ex. imposition ordinaire et imposition à la source), voire deux systèmes pour un même indicateur (par ex. frontaliers et autres contribuables imposés à la source). Certains systèmes travaillent sur des plateformes très anciennes et leur remplacement est planifié à court ou moyen terme.

⁶ Ces constats sont repris dans les chapitres suivants du présent rapport.

Les programmes d'extraction des données pour la RPT peuvent être intégrés dans le système de taxation ou faire l'objet de programmes distincts.

Les résultats des évaluations sur la gestion des modifications dans les systèmes informatiques et sur la gestion des programmes d'extraction sont jugés bons dans l'ensemble. La plupart des cantons disposent de procédures dûment décrites et formalisées, qu'ils appliquent et documentent. Le CDF est d'avis que les scénarios de tests à mettre en œuvre systématiquement lors de mises à jour pourraient être renforcés. Les tests réalisés par les fournisseurs des systèmes (« factory acceptance ») ne peuvent pas remplacer les tests à réaliser auprès des cantons. Ceux-ci doivent tenir compte des données et des environnements spécifiques aux cantons. Les tests doivent être entrepris avec des données de test qui permettent de démontrer de manière fiable l'exactitude des programmes. Les autres potentiels d'amélioration identifiés ponctuellement par le CDF concernent la séparation des fonctions de développement et d'exploitation des programmes, la dépendance envers une personne ou encore la documentation faible ou inexistante des processus.

2.3 Traitement des constatations du CDF

Le CDF a classé les résultats des audits menés dans les sept cantons selon l'arbre de décision ci-dessous (illustration 1). Celui-ci repose sur les dispositions de l'art. 42 al. 1 OPFCC ainsi que sur les décisions et les propositions du GT AQ RPT à l'intention de la Conférence des directrices et directeurs cantonaux des finances.

Il est précisé que l'évaluation des erreurs constatées se rapporte au potentiel de ressources annoncé à l'AFC pour le calcul de la péréquation financière. A ces montants sont appliquées des franchises et des pondérations pour calculer l'indice des ressources qui, lui, est déterminant pour le calcul des montants versés ou perçus au titre de la péréquation des ressources.

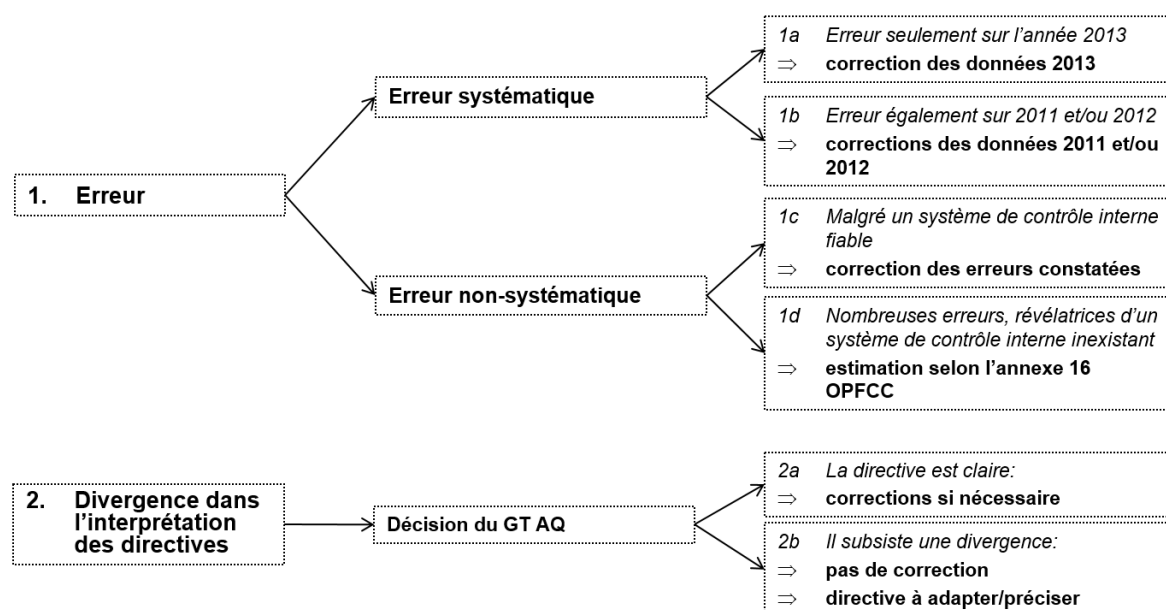


Illustration 1: Arbre de décision pour le traitement des constats du CDF par le GT AQ RPT ; source : CDF.

Le CDF invite le GT AQ RPT à prendre les décisions nécessaires relatives au traitement des erreurs systématiques (chapitre 2.4) et non systématiques (chapitre 2.5), ainsi que des divergences d'interprétation des directives (chapitre 2.6), lors de sa séance du 19 avril 2016.

2.4 Erreurs systématiques

2.4.1 Absence d'annonce du revenu pour les contribuables non taxés

Indicateur concerné	RPP
Canton concerné	LU
Description	Les contribuables pour lesquels il n'existait aucune taxation (ni provisoire, ni définitive) au moment de l'extraction des données issues du système NEST pour l'annonce RPT n'ont pas été intégrés dans la remise des données RPT. Ils incluent des contribuables pour lesquels l'ACI LU a renoncé à procéder à une taxation IFD car le montant de la facture était inférieur à 300 francs.
Quantification de l'erreur	151 cas similaires ont été identifiés. Ils représentent au total un revenu de 5 827 200 francs.
Correction à effectuer	Le revenu déterminant pour l'indicateur RPP doit être augmenté de 5 827 200 francs.
Proposition du CDF	Les cas erronés devraient de nouveau être remis à l'AFC pour les années fiscales 2011 à 2013 (procédures 1a et 1b selon l'arbre de décision). L'impact sur la RPT est jugé non significatif.
Prise de position du GT AQ RPT	L'impact sur la RPT est jugé non significatif. Le groupe renonce à exiger une correction.

2.4.2 Absence d'annonce du revenu pour certains contribuables taxés

Indicateur concerné	RPP
Canton concerné	LU
Description	Deux contribuables n'ont pas été inclus dans l'annonce RPT alors qu'ils étaient pourtant taxés dans le système NEST (avec le niveau « Rektifikat 0 »). L'ACI LU n'a pas pu en expliquer la raison.
Quantification de l'erreur	Les 2 cas identifiés représentent au total un revenu de 812 900 francs. L'existence d'autres cas similaires, et donc d'une erreur systématique, ne peut pas être exclue. Selon l'ACI LU, il n'y a pas eu d'autres cas similaires en 2013.
Correction à effectuer	Le revenu déterminant pour l'indicateur RPP doit être augmenté de 812 900 francs.
Proposition du CDF	Les cas erronés devraient de nouveau être remis à l'AFC pour les années fiscales 2011 à 2013 (procédures 1a et 1b selon l'arbre de décision). L'impact sur la RPT est jugé non significatif.
Prise de position du GT AQ RPT	L'impact sur la RPT est jugé non significatif. Le groupe renonce à exiger une correction.

2.4.3 Annonce des frontaliers

Indicateur concerné	RPPS
Canton concerné	FR
Description	Les frontaliers non soumis à des limitations selon accords internationaux ont été annoncés de manière systématique dans la catégorie « résidents » au lieu de la catégorie « autres ».
Quantification de l'erreur	L'erreur concerne l'intégralité des frontaliers non soumis à des limitations selon accords internationaux. Le facteur supplémentaire δ (0.75) aurait dû être appliqué. L'annonce RPT pour ces contribuables est trop élevée de 25%.
Correction à effectuer	Le revenu déterminant pour l'indicateur RPP doit être diminué. L'ACI FR a renoncé à calculer le montant et à corriger l'annonce.
Proposition du CDF	Aucune action n'est nécessaire.
Prise de position du GT AQ RPT	Aucune action.

2.4.4 Annonce des résidents hebdomadaires

Indicateur concerné	RPPS
Canton concerné	BS
Description	Les résidents hebdomadaires ont été annoncés de manière systématique dans la catégorie « résidents » au lieu de la catégorie « autres ».
Quantification de l'erreur	L'erreur concerne l'intégralité des résidents hebdomadaires. Le facteur supplémentaire δ (0.75) aurait dû être appliqué. L'annonce RPT pour ces contribuables est trop élevée de 25%.
Correction à effectuer	Le revenu déterminant pour l'indicateur RPP doit être diminué. L'ACI BS a renoncé à calculer le montant et à corriger l'annonce.
Proposition du CDF	Aucune action n'est nécessaire.
Prise de position du GT AQ RPT	Aucune action.

2.4.5 Absence d'annonce de la fortune

Indicateur concerné	FPP
Canton concerné	SO
Description	La fortune d'un contribuable taxé provisoirement (avec le statut « 013 ProvNaErme » dans le système de taxation) n'a pas été reprise dans l'extraction des données pour l'annonce RPT. L'ACI SO n'a pas fourni d'explication.
Quantification de l'erreur	Le cas identifié représente une fortune de 11 319 000 francs. L'existence d'autres cas similaires, et donc d'une erreur systématique, ne peut pas être exclue.
Correction à effectuer	La fortune déterminante pour l'indicateur FPP doit être augmentée de 11 319 000 francs, respectivement du montant d'éventuels autres cas similaires.
Proposition du CDF	Les cas erronés devraient être remis à l'AFC pour les années fiscales 2011 à 2013 (procédures 1a et 1b selon l'arbre de décision). L'impact sur l'indicateur FPP ne peut pas être quantifié en l'état.
Prise de position du GT AQ RPT	Le groupe prie l'AFC de contacter l'ACI SO afin d'identifier le nombre de cas similaires qui pourraient exister pour les années fiscales 2011 à 2013.
Suivi du cas	L'ACI SO a identifié au total 4 cas pour l'année 2013 (montant total de 13 864 000 francs), 5 cas pour 2012 (51 441 000 francs) et 7 cas pour 2011 (42 494 000 francs). Ces cas ont fait l'objet d'une annonce complémentaire. La fortune déterminante pour l'indicateur FPP a été augmentée en conséquence.

2.5 Erreurs non systématiques

2.5.1 Absence d'annonce du revenu et de la fortune pour des contribuables non taxés

Indicateurs concernés	RPP et FPP
Canton concerné	JU
Description	53 contribuables non taxés n'ont pas été inclus dans l'annonce RPT. Pour la plupart, une information provisoire était pourtant disponible au moment de l'extraction des données (par ex. déclaration fiscale déposée par le contribuable ou taxation d'une année antérieure).
Quantification de l'erreur	Indicateur RPP : Le montant de l'erreur a été calculé pour un échantillon de 10 cas. Il s'élève à 798 900 francs. Il n'a pas été calculé pour les 43 autres cas identifiés. Indicateur FPP : Le montant de l'erreur n'a pas été calculé.
Correction à effectuer	Le revenu déterminant pour l'indicateur RPP et la fortune déterminante pour l'indicateur FPP doivent être augmentés. Le montant total de l'impact au niveau des indicateurs RPP et FPP n'a pas été calculé.
Proposition du CDF	Les cas erronés devraient être remis à l'AFC pour l'année fiscale 2013 (procédure 1c selon l'arbre de décision). L'impact sur les indicateurs RPP et FPP ne peut pas être quantifié en l'état.
Prise de position du GT AQ RPT	L'impact sur la RPT est jugé non significatif. Le groupe renonce à exiger une correction.

2.5.2 Annonce insuffisante du revenu pour le personnel diplomatique

Indicateur concerné	RPP
Canton concerné	GR
Description	Suite à une demande spécifique du CDF portant sur le personnel diplomatique en poste à l'étranger, l'ACI GR a identifié une erreur au niveau de l'annonce RPT du-dit personnel. En raison d'une erreur manuelle de traitement, 12 contribuables n'ont pas été inclus dans l'annonce.
Quantification de l'erreur	L'ACI GR a calculé l'erreur au niveau du revenu déterminant pour l'indicateur RPP pour les 12 cas concernés. Elle s'élève à 1 886 100 francs.
Correction à effectuer	L'ACI GR a déjà procédé à une annonce complémentaire à l'AFC pour le montant de l'erreur.
Proposition du CDF	Aucune action n'est nécessaire.
Prise de position du GT AQ RPT	Aucune action.

2.5.3 Autres erreurs non systématiques

Le CDF a identifié les autres erreurs ponctuelles suivantes au niveau des annonces RPT. Leur impact sur la RPT est jugé non significatif.

Indicateur concerné	Canton concerné	Description succincte de l'erreur	Correction à effectuer sur l'annonce RPT (montants en francs)
RPP	JU	20 contribuables suisses imposés dans le canton à titre secondaire ont été inclus à tort dans l'annonce, en raison d'une erreur manuelle de codage.	Diminuer le revenu déterminant de 809 600.
RPP	FR	Un contribuable non taxé au moment de l'annonce a été annoncé avec un montant de zéro, alors que les informations disponibles faisaient état d'un revenu.	Augmenter le revenu déterminant de 97 300.
RPP	SO	Trois contribuables étrangers imposés dans le canton à titre secondaire n'ont pas été annoncés.	Augmenter le revenu déterminant de 24 000.
RPPS	FR	Les prestations touchées de la SUVA par 14 contribuables n'ont pas été annoncées.	Augmenter le revenu déterminant de 300 900.
RPPS	TG	Deux contribuables ont été annoncés dans la catégorie « résidents » au lieu de la catégorie « autres ». Le facteur supplémentaire δ (0.75) aurait dû être appliqué.	Diminuer le revenu déterminant de 100 000.
FPP	LU	Un contribuable étranger a fait l'objet d'une imposition ordinaire ultérieure. Son revenu a bien été annoncé, mais pas sa fortune.	Augmenter la fortune déterminante de 900 000.

Indicateur concerné	Canton concerné	Description succincte de l'erreur	Correction à effectuer sur l'annonce RPT (montants en francs)
BPM	SO	Deux contribuables n'ont pas été annoncés car ils ne faisaient l'objet d'aucune taxation au moment de l'extraction des données.	Augmenter le bénéfice déterminant de 41 100.
BPM	TG	Le bénéfice étranger d'une société mixte a été annoncé avec le bénéfice suisse.	Diminuer le bénéfice déterminant. Montant non calculé, car la répartition effective entre bénéfices suisse et étranger n'est pas connue.
BPM	BS	22 contribuables n'ont pas été annoncés car ils ne faisaient l'objet d'aucune taxation au moment de l'extraction des données.	Augmenter le revenu déterminant de 41 600 pour 6 cas taxés définitivement après l'annonce. Montant non calculé pour les 16 autres cas.

Prise de position du GT AQ RPT NFA : L'impact sur la RPT est jugé non significatif. Le groupe renonce à exiger des corrections.

2.6 Divergences d'interprétation des directives

Les contrôles réalisés dans les cantons en 2016 n'ont mis en évidence aucune divergence d'interprétation des directives.

2.7 Autres constats

Le CDF a identifié les autres constats divers suivants, qui sont sans incidence sur le potentiel de ressources RPT. Ils sont communiqués ici à titre informatif.

Indicateur concerné	Canton concerné	Description
RPP	JU	Les contribuables imposés au forfait n'ont pas été annoncés avec le code des cas spéciaux 3 « taxation à forfait » comme le prévoient les instructions du DFF, mais avec le code 0 « cas normal ». Selon l'ACI JU, ce codage n'est pas possible dans le système et il souhaite éviter les manipulations manuelles dans l'extraction. Il en résulte une erreur au niveau du nombre de cas annoncés dans les catégories 0 et 3. Le montant des revenus annoncés au titre de revenu déterminant pour l'indicateur RPP est globalement correct.
RPPS	GR	Un contribuable imposé à la source a été enregistré sous deux numéros différents dans le registre des contribuables. Il a fait l'objet de deux annonces distinctes pour la RPT. D'autres cas similaires ne sont pas exclus. Il en résulte une incertitude sur le nombre de contribuables annoncés pour la RPT. Le montant total du salaire brut annoncé au titre de revenu déterminant pour l'indicateur RPPS est correct.

Indicateur concerné	Canton concerné	Description
RPPS	JU	Les frontaliers français soumis à une imposition limitée ayant travaillé pour plusieurs employeurs durant la même année fiscale ont fait l'objet de plusieurs annonces pour la RPT. Par conséquent, le nombre de contribuables annoncés est trop élevé. Le montant des salaires bruts annoncés au titre de revenu déterminant pour l'indicateur RPPS est correct.

Le CDF remercie l'ensemble des personnes impliquées dans cet audit pour leur disponibilité et leur bonne collaboration.

CONTRÔLE FÉDÉRAL DES FINANCES

Jean-Marc Blanchard
Responsable de mandat

Patrick Wegmann
Responsable de révision



Annexe 1: Bases légales

Loi sur le Contrôle fédéral des finances (LCF, RS 614.0)

Loi sur les finances de la Confédération (LFC, RS 611.0)

Ordonnance sur les finances de la Confédération (OFC, RS 611.01)

Loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (PFCC, RS 613.2)

Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID, RS 642.14)

Ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges (OPFCC, RS 613.21)

Directive du DFF du 19 décembre 2008 concernant le traitement par l'AFC, l'OFS et l'AFF des données relatives au calcul annuel des indices des ressources et de la compensation des charges ainsi que des encaissements et versements qui en résultent, basée sur l'OPFCC

Instructions du DFF du 19 décembre 2008 basées sur l'art. 22 de l'OPFCC concernant la collecte et la remise des données nécessaires par les cantons

Directive du DFI du 9 mai 2008 concernant la collecte et la remise des données sur la base de l'art. 28 al. 2 de l'OPFCC

Annexe 2: Abréviations, glossaire

Abréviations

ACI	Administration cantonale des impôts
AFC	Administration fédérale des contributions
AFF	Administration fédérale des finances
Annonce RPT	Collecte et remise des données RPT conformément aux instructions du DFF du 19 décembre 2008
BPM	Bénéfice des personnes morales
CCF	Contrôle cantonal des finances
CCS	Compensation des charges dues à des facteurs socio-démographiques
CDF	Contrôle fédéral des finances
DFF	Département fédéral des finances
FPP	Fortune des personnes physiques
GT AQ RPT	Groupe technique chargé de l'assurance qualité (art. 44 OPFCC)
IFD	Impôt fédéral direct
LCF	Loi sur le Contrôle fédéral des finances (RS 614.0)
LHID	Loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (RS 642.14)
LIFD	Loi fédérale sur l'impôt fédéral direct (RS 642.11)
OFS	Office fédéral de la statistique
OPFCC	Ordonnance sur la péréquation financière et la compensation des charges (RS 613.21)
PFCC	Loi fédérale sur la péréquation financière et la compensation des charges (RS 613.2)
RPP	Revenu des personnes physiques
RPPS	Revenu des personnes physiques imposées à la source
RPT	Réforme de la péréquation financière et de la répartition des tâches entre la Confédération et les cantons



Glossaire

Personne morale imposée ordinairement	En matière d'imposition des personnes morales, la LIFD ne fait pas de distinction entre les sociétés imposées ordinairement et celles qui ont un statut fiscal cantonal spécial. En vertu de la LHID, cette distinction existe en revanche sur le plan cantonal.
Société à statut fiscal cantonal spécial	L'art. 28 al. 2 ss. LHID distingue trois statuts fiscaux cantonaux spéciaux.
Société de domicile	Sociétés de capitaux, sociétés coopératives et fondations qui ont en Suisse une activité administrative, mais pas d'activité commerciale (art. 28 al. 3 LHID).
Société mixte	Sociétés de capitaux et sociétés coopératives dont l'activité commerciale est essentiellement orientée vers l'étranger et qui n'exercent en Suisse qu'une activité subsidiaire (art. 28 al. 4 LHID).
Société holding	Sociétés de capitaux et sociétés coopératives dont le but statutaire principal consiste à gérer durablement des participations et qui n'ont pas d'activité commerciale en Suisse (art. 28 al. 2 LHID).
NEST	NEST (Neue Software Technologie Gemeinden GmbH) est une coentreprise des sociétés InnoSolv AG et KMS AG. Un logiciel de taxation et de perception des impôts est proposé et exploité sous le nom de NEST. Il est utilisé dans douze cantons (AI, AR, BL, BS, GL, LU, NW, OW, SH, SZ, TG et UR).